



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter un centre de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux et une chaîne de préparation de combustibles solides de récupération (CSR) par la société SUEZ R&V Sud-Ouest à Plaisance-du-Touch

N°103

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE susvisée ;

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 14-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2006 autorisant la société SURCA à exploiter un centre de valorisation de déchets industriels banals à Plaisance-du-Touch ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 janvier 2015 relatif à la société SITA SUD-OUEST à Plaisance-du-Touch ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 mars 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de trente-deux jours du mardi 2 avril 2024 au vendredi 3 mai 2024 inclus sur le territoire des communes de Plaisance-du-Touch, Colomiers, Tournefeuille, Pibrac, Léguevin et la Salvetat-Saint-Gilles ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 9 septembre 2003 à la société SURCA pour l'exploitation d'une base logistique (conditionnement de papiers et cartons), lieu-dit « la Ménude » à Plaisance-du-Touch ;

Vu la demande d'autorisation déposée en mars 2005 par la société SURCA en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un centre de valorisation de déchets industriels banals, lieu-dit « la Ménude » à Plaisance-du-Touch ;

Vu les récépissés de changement d'exploitant délivrés à la société SITA Sud-Ouest les 19 avril et 3 mai 2007 ;

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets approuvé par le conseil régional le 14 novembre 2019 ;

Vu la lettre du 18 juin 2018 informant de la modification de la dénomination sociale de la société SITA Sud-Ouest en SUEZ RV SUD-OUEST ;

Vu la demande du 15 juin 2023, présentée par la société SUEZ R&V Sud-Ouest dont le siège social est situé Immeuble TO, Chemin Baillou, 33140 VILLENAVE D'ORNON, à l'effet d'obtenir l'autorisation pour l'extension de son centre de tri et la production de combustibles solides de récupération située au 9 rue François Arago à Plaisance-du-Touch, et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 9 novembre 2023 ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale du 22 janvier 2024 ;

Vu le mémoire en réponse de l'exploitant à l'avis de l'Autorité Environnementale susvisé en février 2024 ;

Vu la décision du 26 février 2024 de la présidente du tribunal administratif de Toulouse, portant désignation du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis du public réalisé dans ces communes ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu la publication de l'avis d'enquête publique dans deux journaux locaux ;

Vu les avis exprimés par les conseils municipaux des communes de Plaisance-du-Touch, Colomiers, Pibrac et la Salvetat-Saint-Gilles ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu le rapport et les propositions du 10 juillet 2024 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des meilleures techniques disponibles applicables et définies par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 sus-visé ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions d'exploitation, les modalités d'implantation, telles que définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courriel du 22 juillet 2024 et dont il a été accusé réception le même jour ;

Considérant que la société Suez R&V Occitanie, par un courriel du 23 juillet 2024, a indiqué ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Haute-Garonne ;

Arrête :

TITRE 1 - PORTÉE DE L'ARRÊTÉ ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'ARRÊTÉ

Article 1.1.1. - Exploitant titulaire de l'arrêté

La société SUEZ RV Sud-Ouest SAS, (SIRET 70198020300510), dont le siège social est situé Immeuble TO, Chemin Baillou, 33140 VILLENAVE D'ORNON, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Plaisance-du-Touch, au 9/11, rue François Arago, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. – Dispositions transitoires et abrogation des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables dès la mise en service de la chaîne de préparation de combustibles solides de récupération (CSR). Les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs sont abrogées par le présent arrêté à compter de cette mise en service.

La fin de la phase transitoire est portée à la connaissance du préfet.

Article 1.1.3. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Section cadastrale
Plaisance-du-Touch	45, 46 et 47	BH

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation représente 2,3 ha.

Article 1.1.4. - Autorisations embarquées

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- de déclaration au titre des ICPE ;
- d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

Article 1.1.5. - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées aux titres 7 et 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

Article 1.1.6. - Installations non visées par la nomenclature

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. - Classement des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes : - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération	Production de CSR : 300 t/j	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	300 t/j	A
2718-1	Installation de tri, transit, regroupement de déchets dangereux. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	3,9 t	A
2710-2a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.	> 300 m ³	E

	2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³		
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	4 570 m ³	E
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	4 500 m ³	E
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	100 m ³ < V < 1 000 m ³	DC
2710-1b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	3,9 t	DC

2711-2	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques	100 m ³ à 1 000 m ³ (15t)	DC
1530-2	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépot de). Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	1 000 m ³ < Volume < 20 000 m ³	D
1532-2	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A. 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	1 000 m ³ < Volume < 20 000 m ³	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également de la rubrique loi sur l'eau suivante :

Rubrique IOTA	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Implantation de 3 piézomètres en octobre 2022 pour évaluer la qualité des eaux souterraines. Ces ouvrages sont conservés pour la surveillance des eaux souterraines du site.	D

(*) D (Déclaration)

Article 1.2.2. - Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3532 relative à la valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles, relatives à la rubrique principale, sont celles associées au document de référence BREF WT.

CHAPITRE 1.3. - IMPLANTATION

Le site comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- trois accès aux installations depuis la rue François Arago :

- un accès principal aux installations depuis le giratoire d'accès rue François Arago ;
- un accès véhicules légers (parking du personnel et parking visiteurs) ;
- un accès véhicules légers et poids-lourds (parking des camions de collecte, bâtiment atelier et stockage des biodéchets, deuxième bâtiment bureaux).

- trois zones d'activités :

- le bâtiment de mise en balles des déchets cartons, plastiques et papiers, à l'entrée du site ;
- la chaîne de traitement pour l'optimisation de la valorisation matière et la préparation des CSR à l'est du site, sous auvent ;
- l'activité de tri-transit et regroupement à l'ouest du site, en extérieur.

- un bâtiment « biodéchets » ;

- deux bâtiments administratifs ;

- une réserve incendie (bâche) de 120 m³ ;

- une cuve de 870 m³ pour l'alimentation du système de sprinklage, du rideau d'eau et des RIA ;

- un ensemble de parking et de voiries.

CHAPITRE 1.4. - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

CHAPITRE 1.5. - RÉCOLEMENT

Un récolement sur le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que sur l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation, au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est réalisé par l'exploitant.

Ce contrôle, mené à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, est réalisé dans un délai d'un an à compter de la mise en service des installations. Le rapport de contrôle est communiqué, dans le même délai, à l'inspection des installations classées.

Le récolement au présent arrêté peut être renouvelé à la demande de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.6. - CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est un usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé, conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose, également, dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base transmis dans la demande d'autorisation environnementale.

CHAPITRE 1.7. - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

CHAPITRE 2.1. - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.

CHAPITRE 2.2. - INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 3532 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La chaîne de préparation du CSR (stockage amont, broyage et déferrailage) est positionnée sous auvent. Un brumisateurs est utilisé dès lors que le broyeur est en fonctionnement pour limiter les envols de poussières.

Article 2.2.1. - Émissions dans l'air

Un suivi des retombées de poussières est réalisé dans l'année qui suit le démarrage de l'installation CSR. Le dispositif permettant de collecter les envols est placé en limite de site, sous les vents dominants.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les semestres durant la première année.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par une jauge de retombées. La réalisation de ce suivi respecte la norme NF X 43-014.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

Les périodes choisies pour le suivi doivent être représentatives du niveau d'activité de l'installation et durant une période sèche.

Article 2.2.2. - Valeur limite de la concentration en poussière dans les rejets atmosphériques

La concentration en poussières émises par les installations respectent la valeur limite suivante :

500 $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour la jauge installée.

Article 2.2.3. - Résultats

L'exploitant adresse à l'issue de la première année de mise en route de l'installation, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques et des niveaux de production.

Si ces résultats montrent des dépassements de la valeur limite de la concentration en poussière en vigueur, l'exploitant met en place un dispositif pour canaliser les émissions de poussières.

Si, au contraire, les résultats à l'issue de la première année d'exploitation montrent des concentrations en deçà de la valeur limite d'émissions en vigueur, le suivi des retombées de poussières n'est pas à reconduire.

CHAPITRE 2.3. - ODEUR

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

CHAPITRE 2.4. - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

Article 2.4.1. - Dispositions en cas de déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant

En cas d'activation du niveau d'information et de recommandation ou du niveau d'alerte, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- reporte, si possible, le démarrage d'unités de broyage à l'arrêt ;
- réduit, si possible, les activités génératrices de poussières durant l'épisode de pollution.

En cas d'activation du niveau d'alerte, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- reporte le démarrage de broyage concassage à l'arrêt, à la fin de l'épisode de pollution, sous réserve que les coûts induits ne soient pas disproportionnés.

Article 2.4.2. - Dispositions particulières

L'exploitant assure le bâchage obligatoire des bennes pour tous ses véhicules.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1. - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 3.1.1. - Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Le site est alimenté en eau depuis le réseau d'adduction communal. Les consommations d'eau sont les suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Usages	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)
Réseau d'eau public	Plaisance-du-Touch	<ul style="list-style-type: none">• Sanitaire• Aire de lavage des camions• Brumisation• Remplissage de la cuve pour les besoins en eau internes	1400

Aucun prélèvement d'eau direct dans le milieu naturel n'est autorisé pour les besoins du fonctionnement des installations.

CHAPITRE 3.2. - CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

Article 3.2.1. - Conception, aménagement et équipement des réseaux et des ouvrages de rejet

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduares polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de

stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Les eaux pluviales de voirie collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an.

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.

En cas d'incendie, une vanne sur le réseau de collecte des eaux pluviales permet de retenir les eaux susceptibles d'être polluées au niveau de la plateforme.

Article 3.2.2. - Description des rejets

Les eaux de lavage transitent par un séparateur à hydrocarbures avant d'être rejetées vers le réseau des eaux usées de la ZAC de la Ménude.

Les eaux pluviales de voiries sont traitées par un séparateur à hydrocarbures avant renvoi vers le réseau des eaux pluviales de la ZAC.

Les eaux de toitures sont directement acheminées vers le réseau des eaux pluviales de la ZAC sans traitement préalable.

Article 3.2.3. - Points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	X 6 387 200,91 Y 2 585 820,81	Eaux résiduaires (aire de lavage)	Réseau eaux usées de la ZAC	Sans objet	Convention

Pt N°2	X 6 386 927,35 Y 2 586 313,21	Eaux pluviales (eaux de toitures et de voiries)	Réseau eaux pluviales de la ZAC puis bassin de rétention non étanché de la ZAC	Masse d'eau af- fleurante : « Moyenne ter- rasse de la Ga- ronne rive gauche entre le piémont pyrénéen et la confluence du Gers » (FRFG087)	Convention
--------	----------------------------------	---	--	---	------------

CHAPITRE 3.3. - CARACTÉRISTIQUES DES REJETS

Article 3.3.1. - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents réutilisés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C ;
- le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5.

Article 3.3.2. - Valeurs limites d'émission et périodicité des mesures

Les effluents respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous :

Points de rejet n°1 et n°2			
Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Périodicité des mesures
Matières en suspension (MES)	1305	60	Mensuelle
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	1314	300	Mensuelle
Demande Biochimique en Oxygène (DBO5)	1313	100	Annuel
Hydrocarbures totaux	7009	10	Annuel

Indice phénols	1440	0,3	Annuel
Métaux totaux	8095	15	Annuel
Cyanures libres	1084	0,1	Annuel
Composés organiques adsorbables (AOX)	1106	1	Annuel
Chlorures	1337	250	Annuel

Le point de prélèvement pour le point n°2 est effectué en sortie du séparateur hydrocarbures et en amont du point de dilution avec les eaux pluviales de toitures.

CHAPITRE 3.4. - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 3.4.1. - Modalités de surveillance

L'établissement doit respecter les dispositions suivantes :

- trois ouvrages sont implantés sur le site, un ouvrage amont (PZ1) et deux ouvrages à l'aval (PZ2 et PZ3). Le plan du réseau piézométrique est présenté en annexe 1.
- une fois par semestre, au moins, le niveau piézométrique doit être relevé et des prélèvements doivent être effectués dans la nappe (périodes de hautes et basses eaux) ;
- l'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. La surveillance porte, a minima, sur les paramètres pH, conductivité, hydrocarbures totaux, indice phénols, métaux (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb et zinc), BTEX, COHV, HAP, AOX, PCB, cyanures libres et chlorures.

Article 3.4.2. - Rendu et transmission des résultats de surveillance

À l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, dès réception des résultats des prélèvements et des analyses, et sans que les délais de transmission n'excèdent 2 mois après la fin de la campagne de prélèvements, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un rapport rassemblant les résultats de prélèvements et d'analyses.

Ce rapport comporte les éléments suivants :

*** Piézométrie :**

- les hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance ; ces hauteurs doivent être exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF) ;
- la mention de l'absence ou de l'insuffisance d'eau dans les ouvrages à sec lors des prélèvements ;

- la carte piézométrique, propre à la campagne de surveillance, montrant le tracé des sens locaux d'écoulement de la nappe et les courbes isopièzes au moment des mesures des hauteurs d'eaux souterraines.

* Méthodologie et normes :

- la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons ;
- l'indication des normes en vigueur utilisées lors des opérations de prélèvement et d'analyse.

* Résultats d'analyse et comparaison :

Les résultats des analyses sont comparés, pour chaque paramètre :

- en premier lieu, aux valeurs limites réglementaires en vigueur, lorsque celles-ci existent ;
- à défaut de valeurs réglementaires, aux valeurs guides existantes en vigueur à la date du rapport ;
- un graphique permettant de suivre l'évolution dans le temps et pour des hauteurs d'eau comparables.

Il appartient à l'exploitant de vérifier, lors de la réception des résultats d'une campagne de surveillance, que les valeurs limites réglementaires et les valeurs guides sont à jour.

Le rapport comportera aussi les copies des rapports de prélèvement et d'analyse.

L'exploitant prend connaissance des résultats d'analyse et assortit la transmission à l'inspection du rapport de rendu des résultats de ses propres commentaires et propositions. Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et si elle provient de ses installations en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit, en tant que besoin, entreprendre des études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il informe la préfecture de la Haute-Garonne (direction départementale des territoires) et l'inspection des installations classées du résultat de ces investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

L'inspection des installations classées pourra demander à l'exploitant, notamment, au vu des résultats des campagnes de surveillance :

- que certaines campagnes de surveillance incluent, épisodiquement, des points de contrôle supplémentaires (notamment les puits situés en aval hydraulique) à ceux définis au point 3.3.1. susvisé et/ou des paramètres supplémentaires à ceux définis au point 3.3.1. susvisé ;
- la réalisation de campagnes ponctuelles de surveillance supplémentaires.

TITRE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 4.1. - LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 2.

Article 4.1.1. - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1 (limite nord) Point de mesure 2 (limite est) Point de mesure 3 (limite sud)	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

Article 4.1.2. - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an, au maximum, après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

CHAPITRE 4.2. - VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 4.3. - LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

Afin d'éviter ou de réduire les nuisances lumineuses, les éclairages des luminaires extérieurs seront orientés vers le bas et dirigés vers la zone nécessitant d'être sécurisée.

TITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 5.1. - GÉNÉRALITÉS

Article 5.1.1. - Dispositions générales applicables

La prévention des risques technologiques au sein du site est encadrée par les dispositions des arrêtés ministériels ci-dessous :

- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 5.1.2. - Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général, tenu à jour, des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées, à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours, s'ils existent.

Article 5.1.3. - État des stocks des substances dangereuses et des matières combustibles

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

L'exploitant tient également à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail, lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent.

Article 5.1.4. - Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment, de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 5.1.5. - Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Article 5.1.6. - Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Article 5.1.7. - Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements et met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les évaluations de risques réalisées lors de la demande d'autorisation et lors des demandes de modifications des installations.

CHAPITRE 5.2. - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 5.2.1. - Dispositions constructives et comportement au feu

Les dispositions constructives des zones de stockage des déchets sur le site sont les suivantes :

- Pour le bâtiment de mise en balles :

- façades Sud et Est :

- partie basse des murs : béton REI 120 de 3,5 m de haut ;

- partie haute des murs : bardage métallique simple peau REI 15 de 5,5 m de haut ;

- façade Nord : mur en béton banché sur toute la hauteur et la longueur du bâtiment ;

- façade Ouest : bardage métallique simple peau REI 15 et deux ouvertures ;

La charpente du bâtiment est floquée de façon à assurer une résistance au feu de deux heures (charpente REI 120).

Les alvéoles de stockage dans le bâtiment sont coupe-feu.

- Pour la chaîne de préparation des CSR :

la chaîne de valorisation matière et de préparation matière est implantée sous un auvent ouvert vers le site et fermé sur les autres côtés. Ses portiques sont en acier couvert d'un bac acier simple peau. Le mur côté nord est constitué de béton en partie basse sur 4,5 m de hauteur et de bardage simple peau sur 5,8 m. Le mur côté ouest est en béton toute hauteur (10,3 m).

- Pour les alvéoles de stockage extérieures :

elles sont constituées sur trois faces par des murs en béton ou blocs béton REI 120 de 4,2 m de hauteur.

- Pour la zone de stockage des balles :

la zone est délimitée au sud par un mur en béton ou blocs béton REI 120.

- Pour le refus de tri :

la zone est délimitée sur trois faces par des murs coupe-feu REI 120 de 4 mètres de haut.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

Article 5.2.2. - Organisation des stockages

L'ensemble des déchets est organisé et stocké conformément à l'étude de dangers présentée dans la demande d'autorisation environnementale, mise à jour, et suivant le plan en annexe 3 du présent arrêté.

Article 5.2.3. - Désenfumage

Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits, ou déchets combustibles ou inflammables, sont équipés, en partie haute, de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatiques et manuelles.

Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes, lorsque leur entreposage en intérieur est possible.

La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Article 5.2.4. - Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées, périodiquement, par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail, relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions sus visées s'appliquent, sans préjudice des dispositions du code du travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre, conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 5.2.5. - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Le site doit être accessible aux moyens du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) en toutes circonstances, en cas de demande de secours.

Les dispositions suivantes doivent notamment être satisfaites :

- disposer en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours ;

- concevoir et implanter le portail d'entrée du site de telle sorte qu'il garantisse en permanence l'accès rapide des engins de secours. En l'absence de personnel sur les lieux, un dispositif d'ouverture agréé par le SDIS 31 est installé sur le portail. Ce dispositif peut être de type carré (mâle de 6.5mm) ou triangle (femelle de 12mm) de manœuvre ;
- disposer d'une voie « engins » permettant :
 - l'accès des engins sur le site ;
 - l'accès aux aires de stationnement des engins.
- respecter les caractéristiques suivantes relatives a la voie « engins » :
 - largeur utile minimum de 3 mètres ;
 - hauteur libre au minimum de 4,5 mètres ;
 - pente inférieure à 15 % ;
 - dans les virages de rayon intérieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimum de 13 mètres est maintenue et une sur-largeur de $S = R$ et 50 mètres /R est ajoutée ;
 - force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
 - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
 - aucun obstacle n'est disposé entre la voie "engins" et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins ;
 - la voie engin ne se situe pas sous l'effet d'un flux thermique ;
 - le bâtiment doit être équipé de portes d'une hauteur minimale de 1.8 mètres et d'une largeur minimale de 0.9 mètre.

Article 5.2.6. - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

La rétention des eaux d'extinction d'incendie est assurée, sur le site, de la façon suivante :

- des bordures, d'une hauteur allant jusqu'à 20 cm, en fonction de l'altimétrie de la plateforme (amont/aval), sont présentes sur toute la périphérie de la plateforme ;
- la mise en charge du réseau, après fermeture de la vanne d'isolement située sur l'extrémité du réseau de drainage des eaux, permet une rétention de 90 m³ ;
- un seuil à la cote NGF 185,80 m, placé à l'entrée du site, permet la rétention en surface d'un volume de 1 604 m³ compte tenu de la topographie de la plate-forme.

La capacité de rétention sur site est donc de 1 700 m³.

En cas d'incendie dans le bâtiment de mise en balle des déchets, les eaux sont stockées, dans un premier temps, au sein du bâtiment puis, une fois la capacité de rétention du bâtiment dépassée, les eaux s'écoulent au niveau de la plateforme du site et sont confinées sur site, comme présenté précédemment.

Une procédure ou une consigne explique la mise en place de barrières de rétention (seuil) et la fermeture de la vanne d'isolement.

Le bon état des bordures est vérifié régulièrement, a minima une fois par an, par l'exploitant.

CHAPITRE 5.3. - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 5.3.1. - Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après :

- une réserve d'eau constituée au minimum, de 871 m³ permettant d'alimenter :
 - deux systèmes d'extinction automatique au niveau de la chaîne CSR (système de protection de type déluge) ;
 - un système d'extinction automatique au niveau du bâtiment de mise en balle (système de protection de type déluge) ;
 - un rideau d'eau au niveau du convoyeur de la chaîne de tri vers le bâtiment ;
 - des robinets d'incendie armés.
- une détection incendie assurée par :
 - les systèmes d'extinction susvisés ;
 - des caméras thermiques ;
 - un dispositif de détection incendie automatique implanté dans le bâtiment accueillant les bennes de biodéchets.

Le déclenchement d'une alarme sonore est asservi aux systèmes de détection susvisés.

Les moyens sont complétés par les dispositifs suivants :

- des extincteurs, en nombre et en qualité, adaptés aux risques, sont judicieusement répartis dans l'établissement et, notamment, à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

La défense extérieure de lutte contre l'incendie est assurée par :

- deux poteaux d'incendie, l'un situé sur la voirie publique en limite de propriété du site et l'autre à deux cents mètres du site, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, accessibles en toutes circonstances, permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h, en simultanée, pendant une durée d'au moins deux heures. Ces poteaux disposent de prises de raccordement, conformes aux normes en vigueur, pour permettre au service d'incendie et de secours de les utiliser ;
- une réserve incendie (bâche) d'un volume de 120 m³, positionnée sur le site.

Dans tous les cas, ces points d'eau ne se situent pas dans une zone soumise aux flux thermiques.

L'exploitant doit réaliser, dans l'année qui suit la mise en service de la chaîne de préparation de CSR, un test de débit, en simultané, de l'ensemble des poteaux incendie concourant à la défense incendie du site et transmettre le résultat au :

Service départemental d'incendie et de secours
Service des risques industriels et technologiques (SeRIT)
49, chemin de l'Armurie CS80123
31772 Colomiers Cedex

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement, quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification, a minima annuelle, et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, conformément aux référentiels en vigueur.

Article 5.3.2. - Organisation

L'exploitant doit disposer d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Il doit également établir, tenir à jour, et porter à connaissance des personnels présents sur le site, des consignes de sécurité comprenant, a minima :

- l'interdiction du stationnement des véhicules, quels qu'ils soient, au droit du point d'eau incendie, sur les accotements ou sur les parties de chaussée non prévues à cet effet, de nature à empêcher ou même, seulement, retarder l'accès ou la mise en œuvre des moyens de secours publics ;
- des mesures à prendre et moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité des installations ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des secours publics, des responsables de l'exploitation et du service de dépannage.

L'exploitant doit détenir à disposition des services de secours :

- un plan d'ensemble au 1/2000ème (ou échelle proche) mentionnant l'emplacement des points d'eau d'incendie existant dans le secteur, de l'aire d'aspiration ou de la réserve artificielle d'incendie implanté par l'exploitant ;
- un plan du site au 1/500ème (ou échelle proche) des bâtiments ou constructions de l'établissement avec mention des locaux les plus vulnérables et des locaux à risques particuliers. Ce plan fera apparaître les limites d'accès des moyens de secours hors arrêt total des installations, les organes de coupure des énergies actionnables par les secours publics afin de permettre leur intervention en toute sécurité, l'emplacement des moyens internes de secours et de lutte contre l'incendie, la localisation des risques ainsi que l'état des stocks ;
- les coordonnées des techniciens qualifiés d'astreintes chargés par l'exploitant de rejoindre le site dans les meilleurs délais en cas d'intervention des secours publics ;

- les procédures d'intervention et les règles de sécurité préconisées qui doivent être appliquées par les moyens de secours publics à l'intérieur du site .

L'ensemble des documents sus-mentionnés peuvent être réunis dans une boîte à plan avec ouverture tricoises, à l'intérieur du site ou à proximité de l'accès principal de l'installation.

TITRE 6 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 6.1. - GÉNÉRALITÉS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets, susceptibles de contenir des produits polluants, sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Les aires de réception, de transit, de regroupement, de tri et de préparation, en vue de la réutilisation des déchets, doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché, si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple) suivant les plans de localisation, joints en annexe 2 du présent arrêté.

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

CHAPITRE 6.2. - GESTION DES DÉCHETS REÇUS PAR L'INSTALLATION

Article 6.2.1. - Origines géographiques et zones de chalandise

Les déchets admis sur le site proviennent de la région Occitanie et des départements limitrophes de la région Occitanie.

Article 6.2.2. - Conception des installations

L'ensemble des déchets sont organisés et stockés conformément à l'étude de dangers de novembre 2023, présentée dans la demande d'autorisation environnementale et suivant le plan, en annexe 3, du présent arrêté.

Article 6.2.3. - Description des déchets entrants

Les principaux déchets reçus sur le site sont les suivants :

Type de déchets		Quantités admises
Déchets dangereux	- DEEE	1500 t/an
	- Déchets en mélange non dangereux	75 000 t/an
	- Déchets d'éléments d'ameublement	10 000 t/an
	- Papier, cartons, plastiques (en flux séparés ou non)	10 000 t/an
Déchets non dangereux	- Bois	5000 t/an
	- Biodéchets	1500t/an
	- Déchets verts	1 000 t/an
	- Verre	100 t/an
	- Capsules Café	100 t/an

D'autres types de déchets, non listés ci-dessus, sont collectés à l'issue des opérations de tri des déchets arrivant en mélange. Il s'agit, notamment, des pneus, matelas, gravats et métaux ferreux et non ferreux.

CHAPITRE 6.3. - LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE

Les capacités maximales des différentes zones de stockage du site sont précisées dans le tableau ci-dessous :

	Hauteur (m)	Surface (m ²)
Dans le bâtiment de tri		
Zone de stockage vrac plastique	3	50
Zone de stockage vrac carton n°1	3	73
Zone de stockage vrac carton n°2	3	70
Zone de stockage des balles plastiques	3,6	162
Zone de stockage des balles cartons	4,8	
Au niveau de la chaîne de préparation CSR		
Zone de stockage des déchets d'activités économiques à pré-trier	3	230
Zone de stockage des déchets d'activités économiques à broyer	3	306
Zone de stockage des déchets d'activités économiques pré-triés	3	74
Zone de stockage des déchets - valorisation énergétique (stockage aval broyés)	3	305
Zone de stockage des déchets – valorisation matière (stockage aval refus CSR)	3	190
Zone de stockage des refus de tri	3	42
Au niveau des stockages extérieurs		
Zone de stockage des balles carton	4,8	
Zone de stockage des balles plastique	3,6	142
Alvéole déchets verts	3	100
Alvéole déchets plastique	3	100
Alvéole matelas	3	100
Alvéole déchets de bois B	3	416
Alvéole éco-mobilier	3	315
Zone de dépotage/ pré-tri des déchets éco-mobilier	1,7	225

En complément des zones de stockages, listées ci-dessus, plusieurs bennes sont réparties sur le site, notamment pour le stockage des pneus, DEEE, et du verre.

Un bâtiment abrite également deux bennes de biodéchets et deux bennes de verre.

L'ensemble de ces zones est représenté sur les plans, en annexes 3 et 4.

CHAPITRE 6.4. - FILIÈRES DE VALORISATION DES DÉCHETS

Chaque catégorie de déchets triés est acheminée, après conditionnement, vers une filière de valorisation adaptée.

Ces filières sont dûment autorisées au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et dûment agréées pour la valorisation des déchets d'emballages, industriels et commerciaux, le cas échéant.

CHAPITRE 6.5. - GESTION DES DÉCHETS PRODUITS PAR L'INSTALLATION

Les déchets produits par l'installation sont entreposés, avant leur orientation dans une filière adaptée, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne, à qui il remet, les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets, sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

TITRE 7 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX COMBUSTIBLES SOLIDES DE RÉCUPÉRATION

CHAPITRE 7.1. - COMPOSITION DU CSR

Un CSR :

- est préparé à partir de déchets non dangereux ;
- a un pouvoir calorifique inférieur (PCI), sur CSR brut, supérieur ou égal à 12 000 kJ/kg ;
- a fait l'objet d'un tri, dans les meilleures conditions technico-économiques disponibles, des matières indésirables à la combustion, notamment, les métaux ferreux et non ferreux ainsi que les matériaux inertes.

CHAPITRE 7.2. - CONSTITUTION DES LOTS

Un « lot » est un ensemble homogène de combustibles solides de récupération de même nature, produit, dans une période continue, par une même installation, livré en une seule ou plusieurs fois, dans un ou plusieurs conditionnements, à un ou plusieurs clients. Un lot ne peut excéder 1 500 tonnes.

Les caractéristiques d'un lot de CSR sont stables dans le temps. Un lot de CSR est homogène. Un CSR répond à un cahier des charges qui fixe les exigences spécifiques définies par un client.

CHAPITRE 7.3. - TRAÇABILITÉ DU CSR

Lorsqu'il est destiné à être utilisé dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des ICPE, le CSR produit par le site doit satisfaire aux prescriptions de l'arrêté du 23 mai 2016. L'exploitant attribue à chaque lot de CSR un numéro unique d'identification.

CHAPITRE 7.4. - SUIVI DES LIVRAISONS DU CSR

L'exploitant de l'installation de préparation de CSR accompagne, chaque livraison, au client d'une fiche d'identification précisant son identité, le numéro de lot, la nature des déchets utilisés, la quantité livrée (en tonnes). Cette fiche est datée et signée par le client lors de la livraison. L'exploitant archive, pendant trois années, une copie de la fiche signée par le client qui vaut acceptation.

Le registre de sortie des déchets tenu en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé comprend les numéros uniques d'identification des lots et permet d'établir la correspondance avec les fiches d'identification des CSR livrés.

CHAPITRE 7.5. - MARCHÉ DU CSR

L'exploitant effectue une caractérisation matière annuelle des flux de déchets, utilisés pour préparer les CSR, sur la base d'un échantillon représentatif de l'année. Il justifie, dans un rapport annuel, de l'absence de marché permettant une valorisation matière dans les conditions technico-économiques du moment. Ce rapport est archivé par l'exploitant pendant trois ans. Il est transmis à l'inspection des installations classées et l'ADEME, avant le 30 avril de l'année suivante.

CHAPITRE 7.6. - SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ DU CSR

L'exploitant met en œuvre un système de gestion de la qualité couvrant les processus de préparation de CSR. Il rédige et tient à jour un manuel qualité qui comprend, au moins :

- l'expression de la politique qualité et des objectifs de qualité, et la justification de sa capacité à assurer la préparation de CSR ;
- l'engagement de la direction sur le respect de la politique qualité et des objectifs de qualité ;
- les procédures de contrôle des procédés et techniques de préparation des CSR ;
- les procédures de contrôle de la qualité des CSR ;
- les procédures de retour d'information à l'exploitant par les clients en ce qui concerne la qualité des CSR livrés ;
- l'enregistrement des résultats des contrôles réalisés ;

- la formation du personnel.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA STATION SERVICE

CHAPITRE 8.1. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES

La station service est encadrée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service, soumises à déclaration, sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 9 - DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 9.1. - CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans, à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 9.2. - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

CHAPITRE 9.3. - PUBLICITÉ

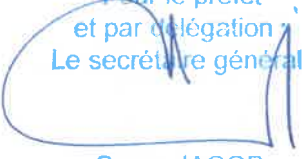
Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Plaisance-du-Touch et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Plaisance-du-Touch pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement, à savoir les communes de Colomiers, Tournefeuille, Pibrac, Lègevin et La Salvetat-Saint-Gilles ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Garonne, pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 9.4. - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Plaisance-du-Touch et à la société SUEZ R&V Sud-Ouest.

Fait à Toulouse, le 24 JUIL. 2024

Pour le préfet
et par délégation
Le secrétaire général,

Serge JACOB

Annexes :

Annexe I - Plan du réseau piézométrique

Annexe II - Zones à émergence réglementée

Annexe III - Plan des stockages

Annexe IV - Vue d'ensemble

Annexe I : Plan du réseau piézométrique

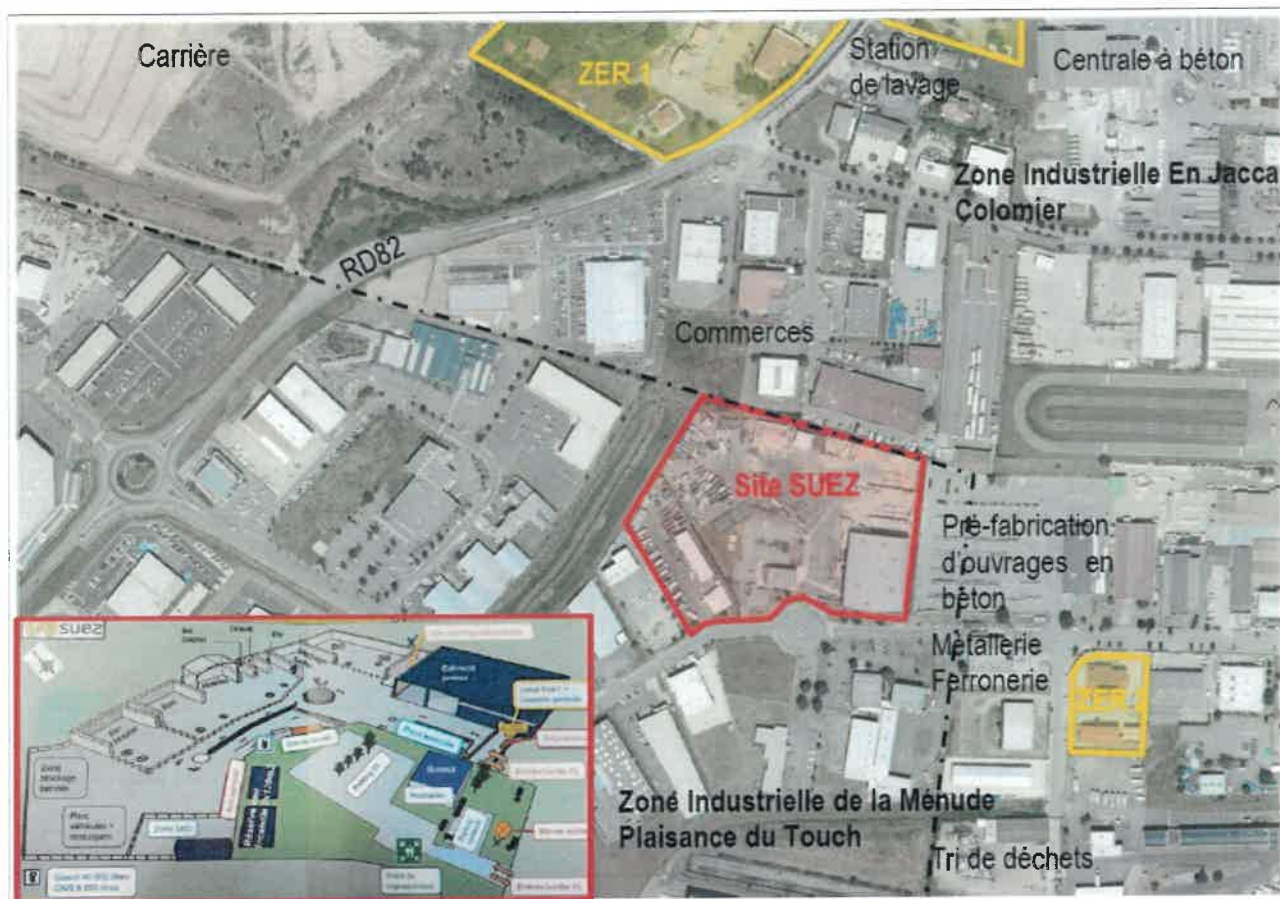


Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

24 JUIN 2024

Annexe II : Zones à émergence réglementée

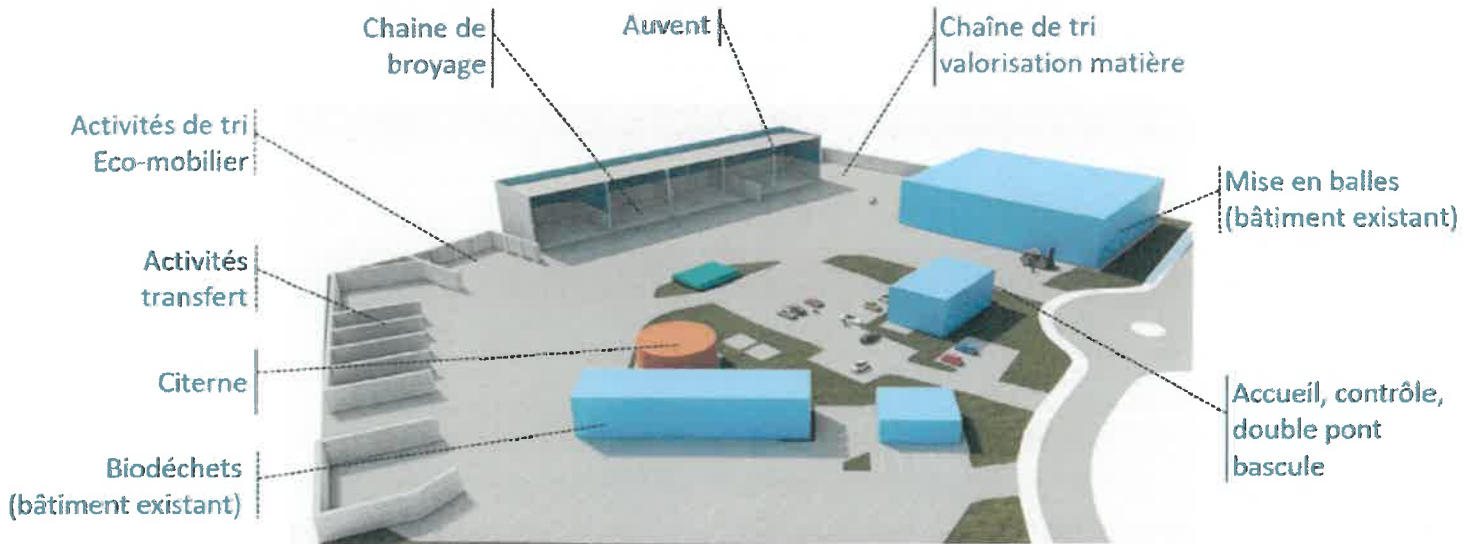


24 JUL. 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

Annexe IV : Vue d'ensemble

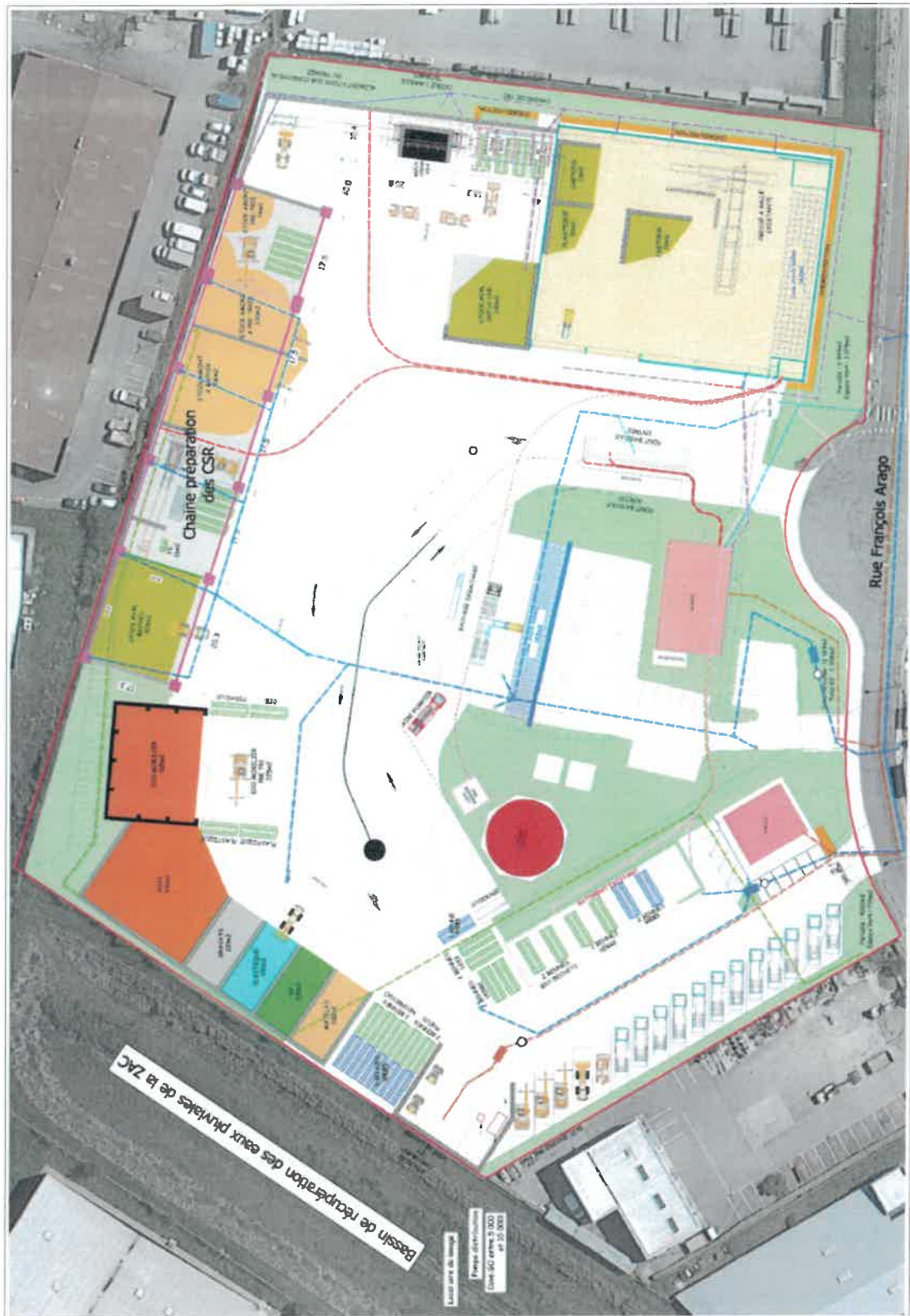


24 III. 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

Annexe III : Plan des stockages



24 11 2022

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

